

**REPONSES PAR LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE AUX QUESTIONS POSEES PAR L'ARCEP SUR SON PROJET D'ASSORTIMENT**

1. Il nous semble que le projet proposé ne correspond pas réellement à un assortiment mis en œuvre à partir des réalités commerciales de chaque point de vente qui sont :

- Son palmarès de chiffre d'affaires sur l'ensemble des produits presse
- La taille de son linéaire

A noter également qu'il convient de prendre en compte les titres effectivement vendus et non pas reçus (pas nécessairement vendus)

Le projet proposé, qui occulte complètement la manière dont seront traités les titres Hors CPPAP, qui représentent actuellement entre 50% et 70% des références reçues dans les points de vente (selon les sources), ne nous paraît pas correspondre à l'effet attendu par les diffuseurs.

En effet il peut aboutir à l'effet inverse de celui recherché au départ : on risque de voir arriver un nombre de titres Hors CPPAP de plus en plus important si ceux-ci ne sont soumis à aucune contrainte, ce qui impliquera pour respecter un quota minimum de recevoir un nombre de titres CPPAP lui aussi de plus en plus important et inadapté à la taille de linéaire de chaque point de vente.

**Il faut impérativement des règles claires et limitatives concernant les titres hors CPPAP**, car nous rappelons que dans le contexte actuel le besoin qui existe le plus souvent est bien une limitation et une réduction du nombre de titres reçus par les points de vente, de manière à avoir une largeur d'offre adaptée à chaque situation et taille de linéaire.

**Au final, nous pensons qu'un quota ne reflète pas la réalité du magasin (ventes+taille du linéaire) et ne permettra pas de répondre à l'objectif de la loi qui était d'adapter l'offre à la capacité commerciale du point de vente.** Au contraire, en l'absence de règles claires concernant le hors CPPAP, le résultat risque d'être inverse à l'objectif initial.

**De plus, le calcul de ce quota sera très complexe, puisqu'il changera chaque jour et qu'il nécessiterait des ajustements quotidiens, ce qui est très difficile sur le plan opérationnel.**

2. Si cette méthode du quota est toutefois retenue, la valeur du quota doit être en adéquation avec la part représentée aujourd'hui par les titres CPPAP (hors -séries inclus), donc entre 30 et 50% suivant les sources. En effet ce sont bien les titres CPPAP qui constituent l'essentiel de l'activité d'un diffuseur de Presse et l'essentiel de son CA Presse.

Le % de CA représenté par ceux-ci aurait d'ailleurs dû nous être précisé dans l'analyse faite sur les 23 diffuseurs analysés.

D'une façon générale :

- Il n'est pas normal que les Hors-séries ne soient pas comptabilisés dans les calculs, sachant qu'ils sont très nombreux et ne doivent pas être occultés. Il faut préciser que nous parlons bien de codifications différentes, et non pas de numéros spéciaux d'une

codification principale. Les Hors-séries qui sont des déclinaisons d'un titre CPPAP devraient être comptabilisés avec les titres CPPAP, ceux qui sont des déclinaisons d'un titre Hors CPPAP avec les titres Hors CPPAP. L'analyse de l'Arcep montre que le nombre de HS peut avoisiner le nombre de titres CPPAP, ce qui se traduit en réalité par un encombrement quasi similaire : il n'est donc pas possible de ne pas les prendre en compte.

Il nous semble difficile, faute d'éléments pour en faire une analyse fine, de demander un quota différent d'une typologie à une autre. **La mise à disposition d'un fichier précisant pour chaque codification son statut, fichiers demandés en vain à plusieurs reprises aux messageries, est une fois de plus un préalable à toute analyse et recommandation.**

La notion de « en service » doit en effet être précisée : on parle bien des parutions toujours actives chez le diffuseur, qui ont donc été servies chez ce diffuseur lors de la dernière parution du titre.

3. Nous sommes d'accord sur les principes d'ajout et de retrait des titres CPPAP, mais cela implique donc que les diffuseurs peuvent rajouter ou enlever des titres CPPAP en fonction de leurs envies ou de leurs perceptions, et ces adaptations de l'offre ne se baseront pas nécessairement sur les critères objectifs qui sont **ceux d'un palmarès**.

Il faut aussi prévoir des processus pour les titres hors CPPAP, notamment pour les demandes de suppressions qui devront faire l'objet d'une acceptation systématique, sinon il y aura un gros désavantage de traitement en défaveur des titres CPPAP qui pourront être supprimés beaucoup plus facilement que les titres hors CPPAP : **ces suppressions hors CPPAP doivent être rapides, simples et effectives et surtout non opposables par la messagerie ou les éditeurs.**

Ce processus implique aussi un recalcul permanent du quota de chaque diffuseur, et **l'accès à cette information par tous les acteurs** (diffuseurs, Editeurs, messageries) **en temps réel et direct** : il convient de prévoir un tiers de confiance qui calcule ce quota, toutes messageries confondues, et qui en sera le garant.

**Il faut de plus, et c'est sans doute complexe à mettre en œuvre, des outils de dialogue adaptés entre les diffuseurs, les Editeurs, et les messageries qui permettront de s'assurer du bon respect des règles définies, notamment en cas de demande de suppression d'un titre par le diffuseur si le quota de celui-ci est dépassé.**

Il est mentionné des cas de dérogation possibles, de quoi s'agit-il ?

**Dans tous les cas, le suivi d'un tel quota, ajouté aux contraintes multiples de réception de marchandises pour les gérants, rend son usage quotidien d'une complexité difficile à mettre en œuvre, voire impossible, alors qu'un palmarès est une solution beaucoup plus simple à suivre.**

4. Non, pas de difficultés connues dans le réseau Relay pour obtenir habituellement les titres demandés sur les points de vente déjà ouverts.

Les seules difficultés rencontrées existent lors des créations de points de vente, l'offre mettant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant d'être complète et adaptée aux besoins du point de vente.

Il est important d'avoir un réassort messagerie effectif et efficace pour palier au problème de quantités ponctuellement insuffisantes.

5. Un Editeur qui souhaite promouvoir son titre et effectuer des mises en avant payantes dans les réseaux de diffuseurs doit pouvoir le faire sans restrictions, comme c'est le cas actuellement.

6. La suppression des titres à vente nulle doit être prévue, comme cela était théoriquement le cas dans le passé (mais pas toujours respecté), et nous proposons les règles suivantes concernant le nombre N de parutions successives à 0 pour supprimer un titre :

- Quotidiens : 15
- Hebdomadaires : 6
- Bimensuels : 5
- Mensuels : 3
- Bimestriels : 3
- Trimestriels : 2

**Il est évident que ces règles doivent s'appliquer de la même manière pour les titres Hors CPPAP et hors presse, là encore ces règles de la profession ne peuvent pas s'appliquer uniquement sur les titres CPPAP.**

7. Nous sommes d'accord pour le maintien des nouveaux titres ayant eu l'agrément CPPAP, le plus logique étant de raisonner sur une durée limitée déterminée par un nombre M de parutions :

- Quotidiens : 15
- Hebdomadaires : 8
- Bimensuels : 5
- Mensuels : 3
- Bimestriels : 2
- Trimestriels : 2

**En rappelant que ce maintien est valable si et seulement si le titre a effectivement la CPPAP . Ceci ne concerne pas les « CPPAP en cours »**

8. Il faut définir précisément ce qu'on appelle un Hors-série : il s'agit de parutions ayant une codification spécifique et étant des déclinaisons régulières ou irrégulières d'un titre principal ayant ou non une qualification CPPAP. Les règles de la profession, dont nous souhaitons qu'elles fassent également très rapidement l'objet d'un accord interprofessionnel, doivent préciser le nombre de Hors-séries maximum autorisé tous les ans.

**Nous sommes d'accord pour que chaque diffuseur puisse demander à ne plus recevoir les Hors-séries de certains titres, cette règle comme les autres devant pouvoir s'appliquer aussi bien sur les titres CPPAP que Hors CPPAP.** Toutefois cela ne doit pas l'empêcher de demander à recevoir un Hors-série particulier d'un titre même s'il ne reçoit pas de façon habituelle les Hors-séries de ce titre.

9. Si cette notion de quota est finalement retenue, le calcul de celui-ci est bien évidemment un point essentiel qui nécessite :
- Une certification et une mise à jour permanente du statut de chaque codification
  - Un calcul refait en permanence du quota de chaque diffuseur à partir des données fournies par les différentes messageries, dont nous rappelons qu'elles pourront être plus nombreuses que 2 à l'avenir

**Ce n'est pas aux différents acteurs de la profession de faire chacun le calcul du quota de chaque diffuseur, il doit s'agir d'une donnée consolidée, transparente, mise à jour, et accessible en permanence par tous.**

Pour que ce calcul de quota soit fiable et accessible pour chaque acteur de la profession, il paraît indispensable que ces données soient certifiées et mises à jour en permanence par un tiers de confiance qui ferait la synthèse des données recueillies auprès de la commission paritaire, des Editeurs et des messageries

**Un préalable indispensable est donc la transparence et la mise en évidence claire du statut certifié de chaque codification à tous les niveaux et dans tous les outils :**

- sur les exemplaires, avec le statut imprimé dans leur cartouche,
- sur les bordereaux de réception et d'invendus,
- dans les portails diffuseurs,
- dans les outils de réglages Editeurs,
- dans tous les fichiers statistiques

L'identification de chaque diffuseur doit se faire par son NIM comme actuellement

- 10. La mise en œuvre des principes doit être réalisée rapidement après leur adoption, dès le début du 2<sup>ème</sup> semestre 2021.**

Elle reste tributaire de la mise à disposition d'outils de réglages et de portails diffuseurs précisant le statut de chaque codification (voir ci-dessus) avec des règles de priorité permettant la bonne prise en compte de tous les principes prévus dans ces dispositions, notamment **l'acceptation automatique et effective immédiatement des demandes de suppression formulées par les diffuseurs ayant dépassé le quota prévu.**

**De même, en cas de retour d'un titre réceptionné alors qu'expressément refusé par le diffuseur, celui-ci doit avoir la garantie de crédit immédiat dès le retour physique du titre.**

**11.** Les prérequis sont essentiellement :

- La gestion par un **tiers de confiance** des éléments permettant de préciser le statut de chaque titre et la **consolidation des données** pour calculer et rendre accessible en permanence par tous les acteurs le quota de chaque diffuseur
- L'identification pour chaque codification de son appartenance à une des catégories IPG, CPPAP, Hors CPPAP, Hors Presse, qui doit clairement apparaître :
  - Sur les exemplaires au niveau de leur code-barre
  - Dans tous les référentiels, outils informatiques et portails diffuseurs
  - Et l'obligation formelle des messageries de s'assurer que leurs éditeurs ont rempli leurs obligations en la matière (obtention formelle de l'agrément et information des acteurs)
- La bonne prise en compte dans tous les outils des messageries, des éditeurs, et des diffuseurs, de règles de priorité différentes pour chaque diffuseur en fonction de la catégorie du titre concerné et du dépassement ou non du quota prévu. Cela nécessite des développements à réaliser rapidement.
- Un accord sur la définition de règles concernant la gestion des quantités, notamment le plafonnement des quantités livrées à chaque point de vente
- Un accord sur les règles de la profession pour tous les titres (CPPAP ou non), et notamment : durées de mise en vente, respect du principe « une parution chasse l'autre », nombre de Hors-séries autorisés annuellement et simultanément, sécurisation et crédit des « plus-produits », crédits immédiats pour les retours de prématurés de titres non souhaités
- La définition de règles de gestion pour tous les titres Hors CPPAP qui ne peuvent pas être livrés à eux-mêmes et non contrôlés
- Un organisme chargé de faire respecter sans délai par tous les acteurs les différentes règles définies